

## Bruxelles mérite d'avoir ses chiens de garde

09-02-2010

Pour la

première fois depuis plus d'un demi-siècle, le nombre de correspondants à Bruxelles est en régression. Leur organisation professionnelle, l'Association de la Presse Internationale (API) envisage des actions. Parce qu'Europe mérite un tel débat, et mérite d'avoir ses chiens de garde, estime le correspondant de l'Algemeen Dagblad à Bruxelles, Frans Boogaard, également membre du conseil de direction de l'API.

Dans l'armoire de

Pier Soldati, responsable pour l'accréditation des journalistes auprès de la Commission Européenne des grandes piles de badges d'accréditation aux couleurs rouge et jaune s'accumulent. D'ici le 15 février tous les journalistes doivent avoir retiré leur nouvelle carte de presse 2010 leur donnant accès aux immeubles des institutions européennes. Pour la première fois cette année une grande partie des cartes est restée sur place.

Pour les Pays Bas

De Telegraaf et Volkskrant ont réduit leurs effectifs de deux à un, le dernier représentant de GPD sera sans doute amené à faire ses valises dans le courant de cet été. Mais la tendance est générale. La Suisse, l'Italie, la France ; je vois partir des gens de tous ces pays. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ne disposent plus ensemble que de trois ou quatre correspondants, tenus à desservir tous les médias, constate Soldati. La bonne nouvelle, c'est que la tv de Géorgie a envoyé un correspondant et que la presse roumaine a légèrement étendu sa présence.

L'Association de

la Presse Internationale (API), représentante reconnue des intérêts du corps des correspondants à Bruxelles, se fait entre temps de grands soucis. Un nombre toujours réduit de journalistes ( 847 journalistes et 237 techniciens du secteur audiovisuel au 2 février 2010 contre 1006 et 320 l'année dernière) couvrent et contrôlent une Europe toujours plus importante et pléthorique. Pour le moment on n'en compte même pas 900 pour une Commission avec 38.000 fonctionnaires, une présence de 15.000 lobbyistes, un Parlement comptant 751 membres siégeant en deux endroits (Strasbourg et Bruxelles) avec des compétences fortement élargies depuis le 1er décembre 2009 (Lisbonne). et un Conseil des Ministres qui également ne se réunit pas seulement à deux endroits (Bruxelles et Luxembourg) mais voyage en plus partout à travers l'Europe. Pour comble la plupart des journalistes présents ont aussi à occuper de l'Otan, de la Belgique, et parfois même de tout le Benelux.

Face à une

présence diminuée des journalistes une politique de PR toujours plus agressive des institutions peut être observée, avec web-tv, fourniture gratuite de photos et interviews assurées par des agents intérieurs. Les représentations de la Commission à l'étranger organisent leurs propres conférences de presse. Et contrairement à la pratique antérieure presque tous les briefings, toutes les conférences de presse et toutes les réunions publiques peuvent être suivies sur internet. Si les correspondants ne manquent naturellement pas aussi à en profiter – pour couvrir Strasbourg au départ de Bruxelles par exemple – il n'en reste pas moins que certains médias ne manquent pas à estimer que l'actualité de Bruxelles peut tout aussi bien être suivie de l'étranger – développement qui ignore naturellement tout à fait l'importance des contacts directs, de l'expérience du labyrinthe européen acquise avec le temps et de l'information background.

API examine

maintenant des possibilités pour augmenter et préciser la valeur ajoutée de la présence des journalistes à Bruxelles, le cas échéant même par une discrimination de la presse non accréditée: par un site internet spécial et plus riche avec accès limité, un recours au mailing plutôt qu'au online généralement accessible ou par des délais d'une ou de deux heures avant publication. La transparence ne signifie pas: rendre tout simultanément accessible pour tout le monde. La communication directe avec le citoyen sur tous les sujets a toujours été le rêve des régimes totalitaires. C'est notre tâche et non celle des institutions de déterminer ce qui est important. Lorsque les journalistes sont exclus du processus de la communication on méconnaît le rôle démocratique de la presse; ainsi Lorenzo Consoli (APCOM), président de l'API, - pas pour rien un italien -, lors de dernière réunion du conseil de direction de l'association.

De telles idées

sont encore à discuter, parce que j'estime qu'en tant que journaliste on ne peut s'exposer à aucun moment au reproche de plaider pour une limitation de l'information, bien que j'admette volontiers que la transparence telle que pratiquée consiste souvent à en donner que l'illusion. Le contenu du briefing journalier, organisé à midi par la Commission Européenne, ne s'est certainement pas amélioré depuis qu'il est connu que les Représentations Permanentes des pays membres sont également à l'écoute. Se priver de leur partie publique n'est certainement plus une perte pour la majorité des Conseils des Ministres. Les ministres eux-mêmes sont souvent à la limite de somnoler. Il se gardent bien de dire la vérité aussi longtemps que les portes ne sont pas closes.

Une idée lancée à

l'API consisterait à organiser elle-même des briefings background est certes ok, bien qu'on puisse se demander combien de collègues seront vraiment intéressés. Des dizaines de clubs de réflexion le font déjà.. Plus d'échanges

avec les Commissaires et le Président du Conseil en cercle restreint me semblent par contre prometteurs. Il reste toutefois à voir, si et dans quelle mesure l'«Europe» serait prête à collaborer pour sauvegarder son statut de centre diplomatique d'importance mondiale. Depuis deux ans le Conseil ne manque pas de faire la sourde oreille aux demandes pressantes concernant le calendrier des réunions présentées par l'API au vu du nombre croissant de journaux seulement représentés par un seul journaliste. Le Conseil constitué par des gouvernements visiblement peu disposés à accorder de l'importance au Parlement en dehors des périodes d'élection semble peu pressé de libérer une semaine par mois, celle de la plénière à Strasbourg, de réunions ministérielles simultanées à Bruxelles ou Luxembourg.

API est très démocratique, et donne aussi bien journalistes membres qu'à des non-membres, y compris de l'extérieur de Bruxelles, la possibilité de donner leur avis sur la stratégie à suivre: Rendez-vous fixé au 18 mars, à partir de 10 heures, Résidence Palace, Rue de la Loi 155 (métro Schumann). L'Europe mérite ce débat, et elle mérite d'avoir ses chiens de garde.

Frans Boogaard

(original publié sur Villamedia - Pays Bas)